

/DA

REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

L O I N° 84 - 006 du 15 MARS 1984

relative à la délivrance des  
carnets et livrets de pension  
de retraite.

L'ASSEMBLEE NATIONALE REVOLUTIONNAIRE a  
délibéré et adopté en sa séance du 17 Février 1984,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE promulgue  
la Loi dont la teneur suit :

I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1er. - Il est impérativement établi et remis à tout  
travailleur ayant rempli les conditions pour prétendre à une  
pension de retraite, son Carnet ou son Livret de pension, le  
jour même de son départ à la retraite.

Article 2. - A cet effet, le dernier employeur du travailleur  
relevant de l'Office Béninois de Sécurité Sociale ( O B S S )  
est tenu, dans un délai de six mois au moins avant la date  
présumée de départ à la retraite, de déposer à cet Office, le  
dossier complet de pension de l'intéressé, sous peine de paie-  
ment mensuel à ce dernier, du montant de sa rémunération, en  
cas de retard, jusqu'à la délivrance de son carnet de pension.

Toutefois, aucune sanction n'est encourue par l'em-  
ployeur s'il fait la preuve que le retard apporté au dépôt du  
dossier est le fait du travailleur.

Article 3. - En ce qui concerne les travailleurs relevant  
l'Administration Publique, leurs dossiers complets de per-  
sonne doivent être transmis par le Ministre chargé du Travail  
Ministre chargé des Finances, six (6) mois au moins avant  
date de leur départ à la retraite.

Article 4. - L'employeur doit, en conséquence, exiger du travail-  
leur la communication de toutes les pièces nécessaires à la  
constitution de son dossier, au moins un an avant la date de  
son admission à la retraite.

.../...

Article 5.- Dans l'acheminement et le traitement des dossiers de pension de retraite, tout Agent, responsable d'un manquement quelconque dans l'exécution des présentes prescriptions peut, sans préjudice des sanctions disciplinaires, être condamné à une amende égale à 1/10 du montant de la pension, calculée en fonction de la périodicité fixée par la Loi pour le paiement de ladite pension.

Article 6.- En cas de retard pour cause de force majeure, le travailleur concerné peut prétendre à une avance sur pension dont le montant ne saura excéder celui d'un trimestre.

Cependant la délivrance de son carnet ou de son livret de pension doit obligatoirement intervenir avant la fin de ce délai, sous peine des sanctions prévues aux articles 2 et 5 de la présente Loi.

## II - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Article 7.- Ces dispositions s'appliquent à tout travailleur se trouvant à un mois au moins de la date effective de son admission à la retraite, au moment de la promulgation de la présente Loi.

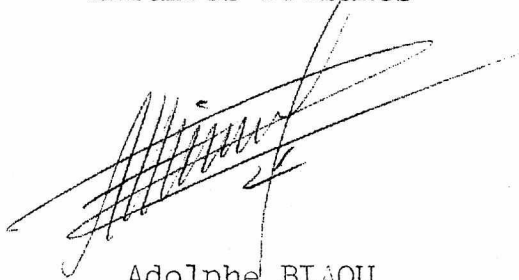
Article 8.- Les Ministres chargés du Travail et des Finances sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de la bonne application de la présente Loi qui, abrogeant toutes dispositions antérieures contraires sera exécutée comme Loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 15 Mars 1984

Par le Président de la République,  
Chef de l'Etat, Président du Conseil  
Exécutif National,


Mathieu KEREKOU

Le Ministre du Travail et des  
Affaires Sociales



Adolphe BIAOU

Le Ministre des Finances



Isidore AMOUSSOU

Ampliatiions : PR 8 SA/CC/PRPB 4 CP/ANR 4 CPC 6 PPC 2 MTAS-MF 8 AUTRES  
MINISTERES 20 SGG 4 DPE-DLC-INSAE 6 IGE ET SES SECTIONS 4 SPD 1  
PREFET + SG 12 DAFA DES MINISTERES 22 DPE AU MTAS 8 DT AU MTAS 2  
OBSS 2 DB-DCF-DSDV-DTCP-DI 10 CCIB 2 DCCT-GDE CHANC. - ONEPI 3 UNB-  
FASJEP 4 BN-DAN 4 JORPB 1.